bonne partie de mes capacités. Vous tenez à ce que je voue mes dernières forces au parachèvement de la réalisation du programme pour lequel vous m'avez, à chaque fois, donné mandat.» Voilà, c'est net et précis. C'est nous les fautifs, les égoïstes, les aliénés mentaux. Mais l'homme sain d'esprit ou le psychiatre aurait encore un argument : si quelqu'un fait ce que des fous lui commandent dans leurs errements, c'est qu'il n'est pas moins fou qu'eux.

Il n'y a pas que de la contrition et des supplications dans la missive du candidat muet, il y a aussi les promesses habituelles et beaucoup de satisfaction de soi. Les réalisations qu'il s'attribue sont celles de toute la nation, de toutes les chevilles ouvrières de l'Etat, de l'argent du pétrole, et plusieurs hommes politiques issus de la génération de l'indépendance étaient et sont en mesure de faire autant, sinon mieux. Le bilan dont il se prévaut est maquillé et insincère comme on dit en comptabilité ; il ne peut pas le valider lui-même parce qu'il ne peut pas être juge et partie.

Un bilan est toujours soumis à un contrôle, un audit, une approbation ; or, le quitus, il ne l'a pas demandé et nous ne le lui avons pas donné. Le processus de folie collective dans lequel s'enfonce la nation a déjà touché beaucoup de monde dans le peuple, les partis et la société civile. Nous sommes dans un théâtre d'ombres, une cour des miracles pleine de gens «sourds, muets, aveugles, ils ne raisonnent pas» comme dit le Coran (S. Al Baqara, V. 171).

Le président-sortant-entrant est un homme finissant qui est absent de sa campagne électorale. Ses partisans redoublent de gaffes dans des salles vides mais n'en ont cure car ils sont certains que leur candidat passera avec ou sans vote, mort ou vif. Ceux qui prônent le boycott ne veulent ni voir ni entendre parler des non-boycotteurs. Le parti d'Aït Ahmed estime que la quintessence de l'art politique consiste à ni participer, ni soutenir un candidat, ni boycotter. D'autres, plus sobres, pensent que la solution est dans le vote blanc.

C'est en raison de cette inversion des valeurs, l'intérêt de l'individu, de la tribu ou de la corporation primant sur celui de la collectivité, que nous avons été colonisés plusieurs fois et que nous subissons, depuis 1962, pouvoir personnel, culte de la personnalité, règne de l'ignorance, de l'incompétence et de la fourberie.

La «société civile» dont le nom est pour l'instant plus long que la réalité qu'elle recouvre peine à naître à l'instar des embryons formés par Barakat ou les enseignants universitaires de Bouzaréah. Où sont, que pensent, que font les millions de fonctionnaires, employés et cadres, les millions de travailleurs du secteur public et privé, le million et demi d'étudiants, les centaines de milliers d'enseignants, les dizaines de milliers de journalistes, avocats, médecins et paramédicaux ? Ah ! si on pouvait téléporter d'un coup la totalité des Algériens, les soulever dans l'espace pour leur faire voir de loin, de haut, ce qu'ils font, ce qu'ils sont en cette phase périlleuse de notre courte vie nationale (52 ans sur plusieurs millénaires).

L'histoire, c'est le passé, ce que racontent les livres, ce qu'on n'a pas vécu soi-même. Ce qui se passe aujourd'hui dans notre pays sera aussi pour ceux qui viendront après nous de l'histoire. Ils chercheront alors à comprendre pourquoi nous avons accepté le 4e mandat et ses conséquences (qu'on ne connaît pas pour l'instant, mais aucun bien ne saurait résulter d'un mauvais précédent). Ils se demanderont pourquoi nous, leurs aînés, leurs grands-parents, leurs prédécesseurs, nous nous sommes laissé faire ; pourquoi nous n'avons pas constitué un front uni pour le combattre par les urnes en soutenant un seul candidat, par la non-participation unanime, par la grève de la faim générale, par un sit-in national ou tout autre action pacifique sur laquelle l'écrasante majorité se serait entendue. Comme nous nous sommes interrogés pourquoi le MNA a combattu le FLN alors que tous deux sont issus du PPA-MTLD et qu'ils étaient contre le colonialisme. Pourquoi cheikh El-Mokrani et cheikh Ahaddad, en 1871, n'ont pas coordonné leurs soulèvements. Pourquoi Boumaza à l'ouest et le Bey Ahmed à l'est n'ont pas uni leurs forces à celles de l'Emir Abdelkader pour empêcher l'occupation de l'Algérie (Boumaza et l'Emir ont déposé les armes en 1847 et Ahmed Bey un an plus tard).

Pourquoi Massinissa et Syphax se sont combattus toute leur vie à la grande joie des Romains qui allaient coloniser notre pays pendant des siècles. Notre folie, ou notre déshérence si l'on préfère, est très ancienne. La seule fierté justifiée que nous ayons dans les temps présents est celle d'avoir du pétrole et du gaz à vendre pour manger et se permettre d'insulter les autres peuples. On sait que nos autorités ont un grand problème avec la communication et qu'elles ne peuvent s'exprimer qu'avec des termes ambigus, vagues ou allusifs.

Cette façon de communiquer a été apprise à l'époque où ouvrir la bouche exposait à perdre ses dents. Elle a collé à la peau de ceux qui, de près ou de loin, se sont frottés au pouvoir, si bien qu'ils ne peuvent pas parler comme tout le monde. On ne leur demande pourtant pas de nous révéler le secret de la fraude électorale que personne n'a percé à ce jour, les codes de l'arme nucléaire ou les plans de destruction du Maroc en cas de guerre, mais ce qu'ils comptent faire du pays et des générations montantes.

Cette manière de communiquer a été inconsciemment adoptée par la classe politique qui a bien appris du pouvoir en la matière. Elle est encore plus désobligeante de sa part parce qu'elle contraint les lecteurs et auditeurs à des efforts de décodage avec le risque de se faire envoyer sur les roses par leur auteur qui, quelle que soit l'interprétation de ses propos, pourra rétorquer si elle le gêne : ce n'est pas ce que j'ai dit et je vous laisse seul responsable de ce que vous avez cru comprendre. C'est ce qu'a dit Hamrouche aux journalistes venus à sa conférence de presse explicative après sa première déclaration. Ceux qui, parmi les personnalités nationales, sont intervenus pour apporter de la clarté à l'imbroglio actuel lui ont ajouté en confusion.

Quand le président Zeroual s'est exprimé, nous pensions que le sage de Batna allait nous éclairer et nous indiquer le chemin conduisant à «Berr al aman», cette terre légendaire promise en l'an 1954 mais dont on n'a pas encore vu le rivage. L'obscurité nous a enveloppés encore plus qu'avant : comment de l'ancien peut-il surgir un «nouvel ordre national» ? Et lorsque Hamrouche parla pour la seconde fois, c'était pour faire allusion à un mystérieux «projet national» salvateur auquel personne n'avait pensé, un mystère qui pèse tellement lourd sur lui qu'il ne peut le révéler avant l'avènement de l'«effondrement du système» qu'il prédit. C'est toujours ainsi avec Hamrouche : il crée une attente, se comprime pour captiver l'attention, se donne l'air de défier les dieux de l'Olympe, lui le fils de Zeus, le fils du système, puis rien, des paroles énigmatiques dont des inconditionnels s'emparent pour les vendre en les faisant passer pour des oracles avant de les abandonner à la faveur du premier rebondissement dans l'actualité car on ne peut illusionner longtemps avec du vent. La parole du Prophète que j'ai mise en exergue vise les individus et les peuples qui ne connaissent pas leur bien, leurs intérêts et, subséquemment, la direction du paradis (à comprendre ici comme l'intérêt national).

Quand le président Zeroual s'est exprimé, nous pensions que le sage de Batna allait nous éclairer et nous indiquer le chemin conduisant à «Berr al aman», cette terre légendaire promise en l'an 1954 mais dont on n'a pas encore vu le rivage.

Est-ce à dire qu'il faut nous traîner de force, un à un, vers le bien général et notre intérêt collectif ? Que c'est pour cette raison que les partis et la «société civile» ne savent pas quoi faire depuis qu'ils ont entendu dire que l'armée est passée dans le camp du 4e mandat ? La réponse est affirmative : oui, nous ne réagissons pas collectivement quand il s'agit du bien général et de l'intérêt collectif ; nous n'avons pas appris à réagir de concert à une anomalie politique ; nous ne nous sommes pas encore élevés à la conscience citoyenne ; nous ne voyons pas le lien entre notre poche ou notre avenir professionnel et la politique alors qu'il saute aux yeux. Mais quand l'enjeu est le bien particulier, l'intérêt corporatif, l'aspect social, les Algériens ont vite appris à sortir en milliers pour le défendre comme on l'a vu avec les enseignants, les gardes communaux, les médecins et paramédicaux, les huissiers de justice, les cheminots, les demandeurs de ceci ou de cela… Ce n'est pas la conscience citoyenne qui est à l'œuvre dans ce cas, mais l'aiguillon de l'intérêt personnel, respectable en soi, assorti de la menace de donner libre cours à sa capacité de nuisance en cas de refus : donnez-nous ce qu'on demande, sinon on bloque le pays !

C'est en raison de cette inversion des valeurs, l'intérêt de l'individu, de la tribu ou de la corporation primant sur celui de la collectivité, que nous avons été colonisés plusieurs fois et que nous subissons, depuis 1962, pouvoir personnel, culte de la personnalité, règne de l'ignorance, de l'incompétence et de la fourberie.

Il est dans l'ordre des choses que nous soyons dirigés demain par la mafia, la voyoucratie, ou que Chakib Khelil devienne notre président. Pourquoi pas ? Il saura partager la rente en parts plus ou moins égales et Saâdani, qui le trouve angélique et très compétent, n'aura pas de difficultés à nous convaincre de son passé de moudjahid.

Et nous applaudirons le nouveau moudjahid comme nous avons applaudi l'ancien qui nous l'a ramené du Nouveau monde.

N. B.

Publicité